

## Présidentielle : les entreprises de l'eau présentent leurs doléances aux candidats

Eau | Aujourd'hui à 12h45 | Sophie Fabrégat

La Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E) interpelle les candidats à l'élection présidentielle sur les *"défis majeurs de la gestion de l'eau"*. Elle propose dix solutions concrètes pour répondre à ces défis et *"attire tout particulièrement l'attention sur la nécessité de mettre fin à la fracture territoriale grandissant entre les services d'eau et d'assainissement des zones urbaines et rurales"*.

La fédération rappelle que si 96% des consommateurs ont accès à une eau de bonne qualité, des disparités persistent sur le territoire français : *"Le taux de non-conformités de la qualité de l'eau dans les zones rurales est vingt fois supérieur à celui des zones urbaines. Par ailleurs, les services gérés par des délégataires, plus fréquemment dans les grandes villes, connaissent quatre fois moins de non-conformités microbiologiques que les petites unités de distribution d'eau dans les zones rurales"*.

La FP2E souhaite que les ponctions de l'Etat sur le budget des agences de l'eau et de l'Onema soient arrêtées pour que "l'eau paie l'eau", que la loi autorise les agences de l'eau à subventionner le renouvellement des canalisations et que les régions mobilisent les fonds européens.

Elle alerte également sur les pollutions émergentes et la nécessité de déployer les technologies adaptées : *"80 à 90% des micropolluants restant dans les eaux usées pourraient être traités par les technologies innovantes (...) mises au point (oxydation à l'ozone, adsorption sur charbon actif, zones de rejet végétalisées pour les petites unités...)"*.

Pour réduire leur empreinte environnementale et carbone, les entreprises de l'eau rappellent qu'elles innovent *"pour développer l'économie circulaire dans les services qu'elles gèrent, essentiellement à travers la valorisation des matières contenues dans les eaux usées traitées (valorisation des boues, production de biogaz et de bioplastiques, limitation de la consommation énergétique...), et par la réutilisation des eaux usées"*. Elles demandent à être encouragées à augmenter ces efforts.

Enfin, la FP2E propose de mener avec les pouvoirs publics des recherches et collaborations sur le risque inondation.



**Sophie Fabrégat**, journaliste  
Rédactrice en chef adjointe